



Éducation. Enseignants et parents d'élèves ont boycotté hier le conseil d'administration au lycée Millet

Ils refusent de « donner moins aux élèves »

AU LIEU de se rendre au conseil d'administration prévu hier soir au lycée Jean-François-Millet, à Cherbourg, des enseignants et parents d'élèves ont boycotté ce rendez-vous pour, vers 18 heures, manifester contre la dotation horaire globale (DHG) qu'on leur a annoncé la semaine dernière pour 2022-2023.

« Ils nous disent trop bien lotis »

« On perd 50 heures, le rectorat nous donne 1 264 heures et 143 heures supplémentaires », exposent des enseignants, parmi la trentaine de manifestants. En réaction, ils réclament au contraire « un minimum de 30 heures en plus, soit environ 2 % en plus que ce qu'on nous donne. » Ces heures en jeu sont autant de temps consacré aux élèves à travers une diversification des spécialités mais aussi le dédoublement de classes, l'aide personnalisée, le travail en groupe.

« Un nombre d'heures est attribué à chaque établissement, qui les répartit en plus de celles fixées par classe. Il y a une dotation par cours, obligatoire, et une marge d'autonomie », expliquent les manifestants. A Millet, douze spécialités scientifiques et artistiques sont proposées. « Selon le rectorat, c'est neuf spécialités par établissement. Ils nous disent trop bien lotis. »

Le proviseur devait présenter cette enveloppe d'heures et sa répartition lors du conseil d'administration, reporté à vendredi. « Donner moins aux élèves pour faire des économies, voilà ce qu'on nous demande de faire ! C'est insupportable », protestent les enseignants, qui soulignent que d'autres lycées luttent aussi contre une diminution de la dotation horaire.

Moins d'heures, dénoncent-ils, c'est de plus en plus de classe à 35 élèves, la disparition des dédoublements de classe en 2^{nde} pour les maths, le français et l'histoire-géographie, la disparition de l'aide personnalisée en 2^{nde}, déjà effective en histoire-géographie et sciences et qui risque de le devenir en français, des groupes plus chargés

en langues... C'est aussi, ajoutent-ils, « la fin des débats et projets en éducation morale et civique à l'heure où, plus que jamais, on a besoin de cohésion sociale ». Ils rappellent là les engagements pris pourtant par le ministre de l'Éducation nationale après l'assassinat de Samuel Paty.

Moins de moyens, plus de détresse

Les parents d'élèves au sein de la FCPE s'associent à cette protestation et alertent sur « une dégradation psychologique » : « Ça a été dit dans quasiment tous les conseils de classe. Il y a plus de décrochage scolaire, des élèves ne veulent plus venir, les bons élèves sont en diminution et les écarts se creusent, alors que l'école de la République doit les tirer vers le haut, c'est à elle de faire ce travail. C'est une situation factuelle, où des heures en plus permettraient de remobiliser les élèves et d'accompagner ces lycéens, citoyens de demain. Au lieu de ça, on leur enlève toutes les petites briques qui permettent à un adolescent de se construire et d'être prêt à affronter ce qu'il aura à affronter. »

« On sacrifie ces enfants », dénoncent enseignants et parents, qui ont tenté d'entrer en contact avec la rectrice de Normandie : « quand nous alertons le rectorat, nous sommes méprisés. Il semble en plus que certaines académies soient mieux traitées, la Normandie est particulièrement touchée ».

Les enseignants insistent aussi sur la perte de sens du métier et leur mal-être d'enseignants, avec plus d'élèves et moins de moyens pour les accompagner.

G. L.



S'ils ne sont pas entendus, enseignants et parents d'élèves se disent prêts à s'engager dans une action de plus grande ampleur.

